

Colloque international sur les Sources orales

Lomé, 24, 25 et 26 mai 2011

Résumés des communications

Adognranvi Kokouvi, (Doctorant, UL) : Sources orales / sources écrites : de l'impossibilité de reconstituer l'histoire des premiers siècles d'existence du peuple xwla.

Résumé attendu

Alladaye C. Jérôme (UAC, Cotonou) : Le kpanlignan dans le Danxomè : la restitution orale du passé institutionnalisée

Le kpanlignan dans le Danxomè offre un exemple saisissant de la connaissance et de la compréhension du passé des peuples africains par le recours à la tradition orale. Créé en effet dès les débuts du royaume par son fondateur Hwegbaja, le kpanlignan est devenu une véritable institution dans l'élaboration, la connaissance et la transmission de l'histoire du plus célèbre des royaumes qui se sont développés sur le territoire de l'actuelle République du Bénin. Généalogiste de la dynastie, historien du royaume et crieur public du régime, ses fonctions embrassent toute la vie de la cour et du royaume, notamment dans ce qu'elle recèle de recherche permanente de magnificence et de grandeur.

Or, peu de travaux ont été consacrés au kpanlignan, peu de références sont faites à ses textes dans les nombreuses publications sur le Danxomè, si ce n'est pour le réduire au rôle de déclamateur des louanges des rois. Et au fil des ans depuis la conquête coloniale, la fonction de kpanlignan perd de sa substance et de son importance, avec le risque, à terme, de laisser inconnus des pans ou au moins des bouts précieux de l'histoire du royaume.

Pour éviter d'en arriver là, il conviendrait de mettre en place un véritable projet de recherches qui reposerait sur les principes et la méthodologie suivants :

une équipe pluridisciplinaire constituée d'historiens et de leurs collègues des sciences connexes (linguistes et sociologues-anthropologues notamment) avec association constante des traditionnistes ou intellectuels communautaires ;

l'enregistrement dans toute leur diversité et leur densité des textes du kpanlignan auprès des officiants ;

la transcription et l'écriture des textes en fon, puis leur traduction en français ;

l'étude du contenu historique des textes, de leur apport à la connaissance de la société danxoméenne dans ses fondements et dans son évolution.

Dans la présente communication, quelques exemples permettront de montrer la richesse des résultats qu'on peut attendre de cette démarche.

Allou Kouamé René (Université de Cocody) : Une alternative aux limites de la tradition orale dans l'aire culturelle akan : les textes tambourinés, les jurements et autres textes figés.

La tradition orale est une source désormais incontestable de l'histoire des peuples sans

écriture. Concernant les peuples Akan, cette tradition orale possède des textes figés donc inaltérables et qui ont la fiabilité des sources écrites. Il s'agit notamment des textes tambourinés, des jurements, des dictons, des devises, des proverbes, des maximes, des chants à caractère historiques et du langage symbolique.

Puisque l'épreuve du temps n'altère pas ces textes figés, ils peuvent être perçus comme une véritable alternative et une aide aux limites de la tradition orale.

Apegnon Kokou (Université de Lomé): Les traditions orales : un matériau pour la reconstitution de l'histoire du pays ntribou (Togo & Ghana).

Le pays ntribou est situé à cheval sur les Républiques actuelles du Togo et du Ghana. Les Ntribou se distinguent eux-mêmes sous l'ethnonyme de dilossi et le territoire qu'ils habitent sous le toponyme, daati-dibo (espace ou territoire qui est le nôtre). Ils sont représentés au Togo par trois villages, dans la partie méridionale du plateau de l'Adélé : Diguengué, Obossom-Kopé et Toumoulmou c'est essentiellement au Ghana, dans la "Volta Région" que les Ntribou sont les plus nombreux, en contre-bas du plateau adélé, plus à l'ouest : Brewaniase, Pusupu, Akyem, Bontibor, Dormabin, etc.

Isolé dans la forêt, et situé sur la chaîne de montagnes atacorienne qui prend le Togo en écharpe sur un axe sud-ouest, nord-est jusqu'au Ghana, le pays ntribou a été très peu touché par la colonisation et son histoire très peu étudiée. Dans ces montagnes, se sont réfugiées les populations présumées autochtones. C'est à ce titre que Cornevin (1988) qualifie cette région de "conservatoire togolais". C'est dans cette société qu'on trouve les chefs de terre, gardiens de la coutume. L'histoire du pays ntribou est-

Ba Idrissa (UCAD) : Mythes et cultes du serpent chez les Soninkés et les Peuls : étude comparative

Très certainement un archétype universel, le serpent est, en particulier, en Afrique, au cœur de plusieurs mythes et cultes.

Chez les Soninkés, le culte du biida, python tutélaire du Wagadu (Ghana), mais vorace à sept têtes, puisque se nourrissant chaque année ou tous les deux ans, en contrepartie de la plus belle vierge du pays parée d'or, est associé à la prospérité de ce peuple et de cette hégémonie médiévale ouest - africaine. La tradition réussit le tour de force de sublimer dans le meurtre du biida des raisons objectives telles que la menace almoravide, la désertification et le déplacement des routes transsahariennes qui expliquent, en réalité, le déclin du Wagadu et la dispersion des Soninkés.

Tout comme le mythe du biida celui du caamaba, python, varan ou autre reptile, chez les Peuls, est aussi associé à la postérité, pastorale en particulier, et détermine des routes de migration, au moins du Sahara à l'époque de son humidité, jusqu'aux différents Fouta (Fuuta) actuels, peintures rupestres et cartographie du mythe aidant, notamment au travers d'une mystérieuse route alluviale faisant la jonction entre le Sénégal et le Niger.

Les éléments de jonction entre cultes du biida et du caamaba ne manquent pas. Certaines traditions soulignent le compagnonnage de So Labâti, un des ancêtres des Peuls, avec les Soninkés durant l'exode qui les mena des bords du Nil au cœur du Sahara. C'est en toute logique qu'il baptisa un de ses enfants de sexe mâle biida en l'honneur du serpent tutélaire du Wagadu. D'autres traditions au pulaarocentrisme évident considèrent que les Soninkés, les Wolof et le caamaba seraient issus d'un des ancêtres connus des Peuls qui vint lui aussi d'Égypte pour s'installer au Sahara : Boutôr. On s'explique alors les migrations des termes qui traduisent les cultes du serpent : biida passe du soninké au pulaar et au wolof pour traduire tout ce qui relève de l'interdit et des superstitions et caamaba du pulaar au soninké où il est à peine altéré en samama.

Soulignons qu'une piste de recherche intéressante est constituée par l'Égypte qui aux yeux de la tradition apparaît comme la patrie d'origine des cultes du biida et du caamaba et dont l'arrière pays connaît une floraison de légendes relatifs au serpent : le conte du naufragé, le mythe du roi - serpent Aroué, ...

Bamba Sékou (Cocody): Collecte des sources orales et Enseignement de l'histoire. Leçons de l'expérience ivoirienne de 1961 à 2000 : Le cas du Bas-Bandama.

A partir du milieu des années 1960 et surtout à partir de 1968, des chercheurs de Côte d'Ivoire en sciences humaines ont entrepris des recherches sur les traditions orales pour reconstituer l'histoire des sociétés ivoiriennes. Ces expériences se sont déroulées dans les principales aires culturelles de Côte d'Ivoire. Ainsi les pays akan (Agni du sud-est par Claude-Hélène Perrot et Henriette Diabaté, Abbron par Georges Niangoran-Bouah), senoufo (Ferdinand Tiona Ouattara) mandé-sud (Toura de l'ouest montagneux (Gilbert Gonnin), le Bas-Bandama (une région composite, Sékou Bamba)... les Dida de l'ouest (Zézé Béké) ont fait l'objet d'étude.

De ces expériences, il est apparu que des faits et situations agissent sur la conception, le contenu et la transmission des connaissances historiques dans les sociétés africaines contemporaines.

Autant la dynamique du temps et de l'espace influence les relations entre les peuples, autant elle agit sur la forme et le contenu des sources historiques notamment les sources orales. Chaque peuple en fonction de sa culture a un comportement spécifique face à l'histoire. Ainsi les Krou (Dida), les Akan (Agni, Baoulé, Avikam), les Senoufo, les Mande n'ont pas le même réflexe devant les faits et gestes de leur passé; cette interaction se traduit dans des facteurs comme la vision du monde, la langue, les faits historiques (colonisation), la vie quotidienne, la vie politique contemporaine, les mutations sociales et culturelles, (religions révélées et le nouveau système d'enseignement) ; ces facteurs qui influencent, voire modifient la mode de transmission des connaissances historiques agissent sur l'enseignement et le contenu de l'histoire locale. La maîtrise de l'ensemble de ces éléments est indispensable pour un meilleur accès aux sources orales de l'histoire des peuples concernés.

Dans le cadre du bilan de la riche expérience ivoirienne sur les traditions orales, il sera proposé une analyse de l'impact de ces éléments sur la transmission des connaissances historiques dans les différentes aires culturelles.

Barthélémy Pascale (Ecole normale supérieure de Lyon) : Sources orales et histoire des femmes : écrire l'histoire des premières diplômées d'Afrique occidentale française (1918-1957) ».

En Afrique comme dans de nombreuses autres sociétés, et parce qu'elles sont moins directement présentes dans les archives écrites, les femmes ont été longtemps les grandes absentes de l'historiographie. A la fin des années trente, pour la première fois, le linguiste allemand Diedrich Westermann rassemblait des témoignages d'« hommes typiques de l'Afrique d'aujourd'hui » parmi lesquels figurait une femme, Marthe Aféwélé Kwami. Née en 1886 en Gold Coast, fille d'un instituteur ewe du Togo alors britannique, cette dernière, pour avoir fréquenté quelques années l'école missionnaire protestante, avait été contactée par le chercheur pour transmettre dans sa langue maternelle un bref récit de sa vie. Ce genre de document est rare. Il a fallu attendre le développement plus général du recours aux sources orales dans les années 1980 pour que l'utilisation d'entretiens biographiques dans le cadre de l'écriture de l'histoire des femmes africaines se développe.

Cette communication propose d'analyser l'intérêt des entretiens biographiques semi-directifs pour l'écriture de l'histoire des premières femmes diplômées d'Afrique occidentale française entre la Première Guerre mondiale et les indépendances. Il s'agira plus précisément

de présenter les résultats d'un thèse d'histoire soutenue en 2004 sous la direction de Catherine Coquery-Vidrovitch et dont la publication est prévue à l'automne 2010. Ce travail portait sur les premières sages-femmes et institutrices formées à l'Ecole de médecine de l'AOF à Dakar ainsi qu'à l'Ecole normale de jeunes filles de l'AOF à Rufisque.

Dans le cadre de cette recherche, 86 entretiens ont été réalisés auprès des femmes concernées entre 1997 et 2001 au Bénin (15), en Côte d'Ivoire (21), en Guinée (22), au Mali (20) et au Sénégal (8). Ce corpus représente 9 % des diplômées, près d'un cinquième des institutrices et 5 % des sages-femmes. Une fille de sage-femme et une d'institutrice ont également témoigné, ainsi que deux anciennes élèves qui n'ont jamais obtenu leur diplôme. La majorité des femmes ont été rencontrées à leur domicile, dans les capitales où elles sont installées. Le corpus a été composé en recherchant la variété au plan géographique (5 à 26 % des diplômées dans les cinq pays), chronologique (globalement bonne sur les décennies quarante et cinquante, moins satisfaisante pour les années d'entre-deux-guerres du fait des disparitions), « raciale » (un tiers de métisses), religieuse (51 % de catholiques, 40 % de musulmanes et deux protestantes). Les femmes interrogées étaient âgées de 73 ans en moyenne à l'époque des entretiens. Certains sont de ce fait relativement brefs. Presque tous ont été enregistrés. Ces sources orales ont constitué une source à part entière de ce travail. Loin d'être utilisées à des fins d'illustrations d'idées ou de faits déjà présents dans les sources écrites, elles ont été analysées en détail, pour elles-mêmes et confrontées à d'autres types de documentation. Des liens étroits se sont aussi tissés avec certaines des femmes interrogées, par exemple Mmes Sira Diop Sissoko à Bamako ou Annette M'Baye d'Erneville à Dakar, et posent la question de la relation entre le chercheur et son objet d'étude. Certaines des femmes rencontrées sont depuis décédées, ce qui rend leur témoignage encore plus précieux. Pour des raisons matérielles et de temps, la réalisation d'entretiens n'a pas été possible au Togo et au Burkina Faso, organisateurs de ce colloque à Lomé et pays qui ont également envoyé des élèves aux écoles fédérales de filles à l'époque coloniale. Il serait donc d'autant plus intéressant pour moi de présenter ces recherches aux collègues et au public lors de ce colloque et de confronter ma méthodologie en matière d'enquêtes orales à la leur.

Bomba Coifman Victoria (University of Minnesota) : Oral traditions from northwestern Senegal (Wolof States of Jolof and Waalo) and northwestern Guinea Conakry (Rio Pongo) for the period before 1850. A comparison.

Different and similar genres of Oral Traditions were studied and will be discussed. I will note the differences and similarities in the space and the time depths treated in the traditions themselves, as well as make a comparison of those people known to hold the oral traditions in each place. There was a degree of influence from geography as well as of people, upon the content and form of the remembrances held. The two Wolof states lay near the Saharan sahil borderland. The Rio Pongo lay in the coastal forest and Atlantic borderland and there was an unknown degree of connection to the Senegal-Gambia-Niger watershed region of migrations and trade movements. The two borderland areas' traditions did note movement of some people by land and sea, between the two general areas, as well as many similarities (genealogies, family history).

I will discuss the selectivity of what is recalled in the oral traditions of each area, the links between history and memory, and draw conclusions about the reliability of the traditions which I studied. The use of oral traditions with their varied strengths and weaknesses continues to provide the foundation for history and archaeology research in each area. My conclusion will include some plans for future research using oral traditions. Their use as a source for history today has only begun, even as the holders of the traditions depart. Much more research needs to be done – as soon as possible.

Note: The related findings of Abdoulaye Bathily and Oumar Kane associated with

Université Cheikh Anta Diop Dakar, in Soninké and Peul oral traditions on the Senegal River, and two other Senegalese researchers with knowledge of Jolof, will be included. Guinean colleagues and graduate students of the Department of History of the University of Sonfonia (Conakry) conducted research on the Rio Pongo in 2001. They worked at three Rio Pongo locations for thirty days each and this will also be discussed briefly. See Dr. M. S. Baldé's 2000 unpublished report.

Boulègue Jean: La dimension temporelle dans les récits historiques oraux en Afrique de l'Ouest

Parmi la diversité des productions transmises oralement, deux catégories (ce ne sont pas les seules) de récits historiques se différencient fortement. Dans certains récits produits par des sociétés ou de groupes sociaux fortement collectivisés et faiblement hiérarchisés, le temps est projeté dans le mythe et/ou organisé selon le rythme calendaire, cyclique donc, régulateur des activités agraires, des festivités et des cérémonies rituelles. Dans les grands Etats sahéliens au contraire, l'histoire était prise en charge par le pouvoir politique, plus précisément les dynasties. Soucieuse d'exactitude événementielle et chronologique, elle est exposée sur une trame linéaire. On peut parler de chroniques orales, qui ne se différencient des chroniques écrites produites, à diverses époques, dans le même espace et en Europe ni par leur thématique, ni par leur structure, ni par leur fiabilité. L'absence de datation absolue n'a pas empêché la maîtrise de la chronologie.

Chastanet Monique : Un proverbe comme "conservatoire botanique" : le sésame en pays soninké (Sénégal, Mali, Mauritanie)

Comme l'ont montré de nombreux travaux sur l'histoire de l'Afrique, sources orales et sources écrites s'éclairent souvent mutuellement. J'en donnerai un exemple avec un proverbe recueilli dans la région de Bakel (Sénégal) dans les années 1980. Ce proverbe fait intervenir une plante qui n'était plus utilisée depuis un certain temps. Faute de pouvoir l'observer, j'ai réuni des informations sur son aspect et ses anciens usages, alimentaires notamment. Les enquêtes menées à ce sujet dans différentes régions soninkées, au Sénégal, en Mauritanie et au Mali, m'ont paru longtemps contradictoires. Il s'agissait d'une plante oléagineuse, souvent comparée à l'arachide. Mais était-ce une plante cultivée ou une plante de cueillette ? Je disposais de son nom en soninké et en peul, mais je ne trouvais ces termes dans aucun lexique. Plusieurs années après, une relecture des archives de la haute vallée du Sénégal, de récits de voyage et de différentes études me permit d'identifier cette plante comme du sésame. « Identification historique » que j'ai pu vérifier par la suite dans le milieu soninké parisien, avec des graines achetées dans le commerce, tout en recueillant de nouveaux témoignages. J'ai pu comprendre, grâce à des travaux récents, les contradictions apparentes de mes informateurs, plusieurs espèces étant en jeu, cultivées ou de cueillette. Si la culture du sésame a disparu du haut Sénégal depuis le milieu du 20ème siècle, victime de la concurrence de l'arachide, les espèces spontanées continuent à être utilisées, pour leurs vertus médicinales ou magiques. L'interprétation de ce proverbe est donc un bon exemple de la complémentarité des sources orales et des sources écrites. Elle montre aussi comment un proverbe peut jouer, bien malgré lui, un rôle mémoriel et devenir source d'histoire.

Chouin Gérard (IFRA-Nigeria) : Retrouver une histoire entre l'écrit et l'oral: Examen critique de l'historiographie de l'Abrem (Ghana).

Peu d'historiens se sont intéressés à l'histoire de l'Abrem, un petit état de l'ancienne côte de l'or (Ghana), situé à une quinzaine de kilomètres au nord du comptoir d'Elmina où s'élève São Jorge da Mina, le plus anciens des comptoirs fortifiés européens dans le golfe de Guinée. Au-delà de quelques mentions dans les ouvrages de Daaku (1970), Van Dantzig (1980) et Kea (1982) et dans quelques thèses de doctorat (Porter, 1974 et Sanders 1980), seules deux publications sont consacrées à cette histoire : un article publié par Henige en 1973 et un

recueil de traditions orales publié par Fynn en 1974. David Henige est bien connu pour son scepticisme envers les sources orales et, en effet, son essai sur l'histoire de l'Abrem est uniquement fondé sur des sources écrites. Au contraire, Fynn livre sous une forme brute une traduction en anglais d'une série d'entretiens qu'il a eu dans les différents villages de l'Abrem avec des connaisseurs de l'histoire. Malgré ces angles d'approches très différents, Henige et Fynn présentent tous deux une histoire marquée par le sceau de la continuité depuis le XV^{ème} siècle. L'étude que j'ai menée en Abrem dans les années 2000 dans le cadre de mon étude des forêts sacrées comme lieux de mémoire, sur la base de documents écrits et de traditions orales originales, me permet de proposer une toute autre interprétation de l'histoire de l'Abrem sur la longue durée et de montrer que l'entité politique Abrem telle qu'elle existe encore aujourd'hui fut de fait fondée au XVIII^{ème} siècle. Ce constat appelle à plusieurs observations : 1) les sources orales, tout comme les sources écrites, n'ont de 'valeur' que par le cadre méthodologique et théorique que s'impose l'historien pour écrire l'histoire : il n'y a pas de mauvaises sources, seulement des sources mal contextualisées ; 2) les sources orales sont aujourd'hui sans doute moins structurées et plus difficiles à collecter qu'elle ne le furent il y a une trentaine d'années, elles existent néanmoins notamment dans le champ du Religieux où l'écrit est encore peu présent. Souvent fragmentées, il convient d'adapter l'appareil d'analyse critique de ces sources tel qu'il a été conçu à partir des années 60 et de réinventer la manière de les transformer en éléments constitutifs de la narration historique.

Chouin Gérard : Présentation du centre de collecte et de conservation d'histoire orale de la Gambie

Le centre de collecte et d'histoire orale de la Gambie existe depuis près de 40 ans et demeure l'un des centres d'archives orales les moins bien connus d'Afrique de l'Ouest. Le centre, placé sous la responsabilité du National Center for Arts and Culture (NCAC), est aujourd'hui à la dérive du fait de difficultés budgétaires. Problèmes de conservation, de collecte, de motivation des personnels, il semble que le centre ait perdu de vue le projet initial. Comment redéfinir un tel projet ? Comment valoriser ces collections ? Y-a-t-il des solutions de financement, de formation des conservateurs à l'échelle internationale ou sous-régionales ? Les éléments recueillis lors du colloque seront intégrés à une réflexion actuellement en cours entre l'intervenant et M. Bala S.K. Saho, Directeur-Général de la NCAC, lui-même historien et doctorant à la Michigan State University.

Coret Clélia (CEMAf, Paris1) : Le Pouvoir de l'écrit: Les chroniques swahili dans l'historiographie.

Sur la côte swahili, littoral qui s'étend du sud de la Somalie au nord du Mozambique, les sources orales ont commencé à être recueillies dès la fin du XIX^{ème} siècle par des voyageurs européens, puis par des administrateurs britanniques, désireux de connaître l'histoire des habitants de la côte (Swahili, Nyika, Oromo...). A partir des années 1960, ces sources ont connu un regain d'intérêt et ont pris une place très importante dans les travaux des historiens, au point de leur faire délaisser les sources écrites européennes. Un certain équilibre s'est rétabli depuis les années 1980, mais les sources orales restent toujours très convoitées par les chercheurs. Par ailleurs, une des particularités de ces sources est que certaines histoires orales ont été mises par écrit, sous forme de chroniques, à partir du XIX^{ème} siècle.

Ces histoires orales et ces chroniques ont parfois connus plusieurs versions. Celles-ci émanent généralement de communautés différentes et témoignent des conflits qui les opposent, notamment sur les questions d'origine, de migration et de souveraineté. Il est fréquent, pour ces sources très controversées, que la multiplication du nombre de leurs versions, au cours du XIX^{ème} et du XX^{ème} siècle, soit liée à des phénomènes de feedback.

De nos jours, d'autres obstacles se dressent dans le travail de recueil et d'analyse de ces sources : la disparition progressive des détenteurs de la mémoire et de l'histoire collective,

une histoire qui a plus de difficulté à se transmettre entre les générations, un rapport entre l'enquêteur et l'informateur qui peut-être ambigu, ainsi qu'une histoire qui s'officialise et se fixe dans le but de répondre à une actualité qui cherche à inscrire des identités bien distinctes dans la nation. L'histoire orale a tendance à s'institutionnaliser par l'intermédiaire de « spécialistes de la tradition ».

Cette intervention propose un bilan historiographique des sources orales de la côte swahili, tout en cherchant de nouvelles approches face aux problématiques précédemment mentionnées, avec pour ambition de comprendre les mécanismes complexes de formation de cette histoire orale.

Codjo Rawambia Léopold (Gabon) : Sources orales et histoire des peuples du Gabon précolonial à l'Université Omar Bongo (Libreville- Gabon) : bilan et perspectives

Résumé attendu

Dandonougbo Nabigou (Université de Lomé, Togo) De l'importance de l'évolution du contenu des sources orales à travers le temps : Enrichissement et ou déperdition.

La tradition orale a été pendant longtemps le seul moyen d'acquisition du savoir historique dans les sociétés de culture orale. Par rapport à ce rôle que les traditions orales continuent de jouer surtout dans la maîtrise du passé de la ville de Notsè, il est indispensable de se poser la question suivante : Quel est le niveau actuel des sources orales à Notsè ? Des modifications ont en effet apparues dans ces sources depuis les premiers recueils dans les années 1930, puis 1980. Ont-elle connu un enrichissement ou une déperdition? De quelle nature? Quelles en sont les causes? Du fait de la place qu'elles occupent dans la reconstitution du passé de la ville de Notsè, quelles mesures doit-on adapter pour assurer leur sauvegarde?

Dipo Ilaboti (Université de Kara, Togo) : Les véhicules de l'histoire dans la société dyè-ngangam (Togo-Ghana-Bénin).

L'histoire du peuplement est une démarche assez complexe, surtout lorsque le chercheur est en face d'une société sans Etat. Le cas des Dyè-Ngangam situé à cheval entre le Togo, le Ghana et la R35. Dans cette société où les sources écrites sont rares, la tradition orale constitue le matériau primordial dans la reconstitution de leur histoire. La collecte des traditions orales sur le terrain permet de distinguer plusieurs catégories d'informateurs et plusieurs types de traditions, suivant le niveau social de leurs détenteurs, leurs valeurs ou leurs fonctions sociales. Notre objectif est de distinguer chacune de ses catégories et d'en préciser le rôle et fonction dans la société dyè-ngangam.

Simon-Pierre Ekanza (Université de Cocody-Abidjan, R.CI.) : La chaise de Ngatianou : tradition orale et histoire.

Histoire et tradition orale, bien que proches, voire identiques pour le commun, sont, sinon conflictuelles, du moins distinctes. Une enquête récente sur l'origine et la dévolution de la Chaise (siège royal) du Ngatianou, l'un des groupes Agni de Côte-d'Ivoire, m'a donné l'occasion d'en avoir une vive conscience, et de m'inciter à me livrer à quelques réflexions d'ordre épistémologique, que je voudrais partager avec les invités au colloque de Lomé.

Tradition orale et histoire entretiennent une relation dialectique, et se nourrissent l'une de l'autre : la mémoire collective, communément désignée de témoignage, n'est-elle pas « le plus beau matériau de l'histoire » ? Quant à l'histoire, son objectif est de découvrir les faits et gestes du passé, mais surtout d'en établir les causes et les effets. Ainsi donc, l'histoire se démarque-t-elle du récit du témoignage oral, partiel, subjectif et coloré des intérêts propres du témoin.

Mais l'histoire est-elle à même de restituer le passé dans sa vérité, sans le travestir ?

L'historien ne construit-il pas le passé à partir de son propre vécu ? Si l'historien va aux hommes du passé, comme le souligne le philosophe Paul Ricœur, avec son expérience humaine propre, il doit faire preuve de rigueur, avoir des exigences de méthodes et de critiques. En un mot, si l'histoire n'est pas une science « exacte », elle tend à être une description raisonnée. La connaissance historique est donc relative, tandis que le témoignage oral tend à l'absolu. Le témoignage oral est individuel ou appartient à un groupe. L'histoire a vocation à être universelle. Là réside toute la différence entre histoire et tradition orale./...

Etou Komla (Université de Lomé) : Lieux sacrés et pratiques religieuses : des sources souvent négligées de l'histoire africaine

En parcourant l'historiographie de l'Afrique subsaharienne, on constate que les lieux de mémoire et les pratiques de la religion dite traditionnelle y afférant sont les parents pauvres des sources utilisées jusqu'à présent par les historiens pour faire sortir de l'ombre le passé des sociétés africaines. Cette communication se propose donc d'explorer ce champ de recherche, difficilement accessible à l'historien et à l'anthropologue étrangers au milieu, en se fondant sur les expériences de terrain au sud du Togo et au sud-est du Ghana. Au-delà du seul domaine des traditions orales, le chercheur doit étendre ses investigations aux traces, matérielles ou non, que le passé a laissées sur place, que ce soit dans le paysage végétal ou dans la vie sociale et religieuse d'aujourd'hui, car l'histoire y est profondément inscrite. Les lieux de mémoire en question ici concernent essentiellement les forêts sacrées, les sanctuaires boisés et les sites symboliques, réels et/ou imaginaires. Les cultes qui y sont périodiquement rendus aux puissances tutélaires – ancêtres et divinités – et les attitudes qui y sont couramment attachées, tout en portant indéniablement la marque du présent, sont des sources d'une richesse insoupçonnée pour atteindre le passé des populations de l'aire ajatado.

Fall Rokhaya (Faculté des Lettres et Sciences Humaines, Département d'Histoire, UCAD) : Sources Orales et Ecriture du Passé africain .

Au cours des deux décennies qui ont suivi les indépendances des Etats africains, les historiens ont beaucoup fait appel aux sources orales pour étudier et comprendre les sociétés africaines.

Les traditions orales ont été ainsi convoquées aussi souvent que de besoin, pour éclairer tel ou tel aspect d'une question. Pendant cette période, l'écriture de l'histoire étant surtout orientée vers les questions politiques, l'étude du fonctionnement des organisations et institutions politiques des sociétés africaines avant l'intermède coloniale focalisa l'attention des historiens.

Du fait de l'oralité en cours dans la plupart de ces sociétés, les textes écrits, sources classiques de l'histoire académique étaient rares. Cette rareté ne signifiait cependant pas absence de méthode de conservation et de fixation des événements et repères permettant au groupe social d'avoir une mémoire qui, une fois structurée, aboutissait à l'élaboration d'un canevas global de son évolution, le résultat final étant la production d'un récit oral.

Les préoccupations de l'historiographie africaine aidant, la recherche de terrain fut alors dirigée vers la collecte de récits oraux tentant une restitution de l'histoire des sociétés à pouvoir politique centralisé.

La période fut ainsi marquée par le recueil et la codification de beaucoup de textes oraux.

C'est dans ce cadre que la plupart des états de la Sénégambie ont fait l'objet d'études monographiques, utilisant largement l'éclairage offert par les « traditions » de la région.

¹ Beaucoup de thèses et mémoires soutenus au département d'histoire de l'UCAD pendant cette période sont des monographies d'histoire politique des différents royaumes de la sénégambie.

Quand au milieu des années quatre vingt, les préoccupations des historiens furent autres, il y'eut dans le domaine de la recherche en histoire pré coloniale, ce que Claude Hélène Perrot appelle « un repli quantitatif, suivi d'un repli théorique ». Quand dit-elle, « aujourd'hui, on s'intéresse aux traditions orales, ce n'est guère pour chercher ce qu'elle peuvent nous apprendre sur le passé, mais bien davantage ce qu'elles nous disent des représentations que la société se fait du passé »(Perrot, 2000 : 8).

Cette moindre importance que l'on accorde désormais aux traditions orales signifie-t-elle la fin de la recherche de terrain en histoire d'Afrique ?

Le recours à la « tradition orale » comme document pour un éclairage de l'histoire des sociétés africaines ne semble plus être de mise, et de moins en moins d'historiens s'intéressent à cette catégorie de document.

Depuis les années quatre vingt, quand l'historiographie a commencé à s'éloigner de l'histoire politique, l'intérêt pour ce qui communément était appelé « la tradition orale » a baissé de telle sorte qu'il est aisément facile de faire la corrélation entre utilisation des sources orales

(la tradition orale appartient à ce type de document) et histoire politique.

Les préoccupations des sociétés changeant en fonction des questions auxquelles elles doivent répondre, près de quarante ans après leur indépendance, les Africains ne sentent plus la nécessité de collecter des arguments à apporter à l'ancien colonisateur qui avait tendance à nier les capacités d'organisation de l'Afrique avant son contact avec l'Europe.

Cependant, la traite négrière et la colonisation ne sont pas des parenthèses dans l'histoire des sociétés africaines, elles en sont des parties intégrantes, et doivent être analysées comme périodes de césure importante au cours desquelles les Africains ont fait face et ont développé des stratégies d'adaptation. Pour connaître et bien comprendre l'évolution des sociétés africaines, il est alors nécessaire de recourir non seulement à la « bibliothèque coloniale » (archives, relations de voyage et autres documents écrits) mais encore et surtout aux sources internes produites par les dites sociétés (tradition orale, toponymies, récits mythiques, en somme tous les genres de documents produits par des populations où l'oralité occupe une place importante dans les systèmes de communication).

Le papier tente de montrer que sans une prise compte de cette spécificité, des pans entiers de l'histoire de certaines catégories de personnes (les femmes par exemple) et de certaines périodes du passé des sociétés africaines (les périodes qui précèdent le XVI^e siècle) risquent de rester toujours très mal connus.

Gayibor Nicoué (Université de Lomé) : De l'usage des mythes et des lieux communs en Histoire africaine.

L'analyse des données recueillies par le chercheur sur le terrain est la phase essentielle du travail de l'historien car elle permet, à terme, de déterminer les éléments qui serviront à la reconstitution de l'histoire. Comme tout autre document, les sources orales réclament de l'historien une critique attentive, aussi bien externe qu'interne. La critique externe doit permettre au chercheur de mettre en évidence le rapport entre d'autres sources historiques et les données recueillies, de dévoiler la linéarité ou la fragmentation de la chaîne de transmission des informations, alors que la critique interne s'attaque au fond, c'est-à-dire au sens du récit, à sa conformité, ainsi qu'à sa validité. Il faut donc savoir déceler l'intention cachée, distinguer les métaphores des déclarations réelles, jauger le sens des formules obscures, selon la formule de J. Ki-Zerbo (1972 : 106).

Ainsi le chercheur doit-il rechercher le sens du récit qui lui est transmis. Pour y parvenir, il lui faut retrouver le sens littéral du texte et voir si ce sens correspond bien à l'intention de

l'informateur. Dans les civilisations de l'oralité, l'une des figures de style les plus appréciées est le symbolisme qui, sans commentaire explicatif, demeure incompréhensible pour l'auditeur étranger. Voiler sa pensée est en effet un exercice très prisé dans bon nombre de sociétés africaines. D'où ces écueils à répétitions dont sont truffés les récits oraux, qui sont autant d'obstacles que le chercheur devra franchir pour éclairer le texte. Notre propos est d'aborder l'analyse de quelques-unes de ces figures de style, le symbolisme, le mythe et les lieux communs notamment, couramment utilisés dans le texte oral.

Gnaléga Benjamin (CELHTO, Niamey) : le Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO) de Niamey, un moyen de promotion des Cultures africaines

Cette Communication aura essentiellement un caractère présentatif en ce sens où elle donnera un aperçu général du CELHTO en tant qu'embranchement de l'Union africaine en charge de la gestion des cultures africaines ; puis démonstratif dans la mesure où elle mettra en relief les résultats passés, actuels et à venir de cette Institution en relation avec ses différents mandats. Il s'agira donc, dans le cadre de ce Colloque de Lomé intitulé : « sources orales et histoire africaine : bilan et perspectives » , d'évoquer les fondements idéologiques de cette Structure qui se présentent comme une binarité entre son historique et ses objectifs actuels, de faire un bilan factuel de ce Bureau depuis sa création jusqu'à nos jours, et d'en tracer les perspectives. Une telle Communication a ceci de bénéfique qu'elle relève, loin des concepts flous d'intégration qui ne sont souvent qu'un fatras de prêt-à-penser, les retombées concrètes d'une l'intégration culturelle africaine qui n'est certes pas parfaite mais qui glane, bon an mal an, des lauriers.

L'histoire du CELHTO se confond à celle du Projet de rédaction de l'Histoire Générale de l'Afrique qui a mis en avant la nécessité de la réécriture de l'Histoire Africaine par les Africains eux-mêmes, sous les auspices de l'UNESCO lors de la 13^{ème} Session de sa Conférence générale en 1964. D'abord appelé CRRDTO (Centre Régional de Recherche et de Documentation pour la Tradition Orale), cette Institution avait pour objectifs de s'atteler prioritairement à la collecte, la conservation et l'utilisation des données de la tradition orale. En 1974, la Résolution n° CM/Res. 322 (XXII) intègre cette Institution à l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) sous l'appellation de Centre d'Etudes Linguistiques et Historiques par Tradition Orale (CELHTO) et se voit assigner la mission de coordination des programmes de recherches sur les langues en Afrique de l'Ouest et sur les traditions orales de l'ensemble du continent. Avec l'avènement de l'Union Africaine (UA) en 1999, le CELHTO a élargi son champ d'action bien au-delà de sa mission traditionnelle, à savoir la collecte des traditions orales et la promotion des langues africaines en s'intéressant de manière générale au développement d'une véritable ingénierie des cultures africaines dans leur richesse, leur diversité et leurs convergences. Depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, le CELHTO est parvenu à des résultats concrets, en s'érigeant en Centre de Documentation et de Diffusion de la Tradition Orale Africaine, sous toutes ses formes, depuis les documents écrits, en passant par les bandes analogiques jusqu'aux CD numériques.

Le bilan factuel de l'Institution se décline en deux points : les acquis de l'Institution, d'un côté, puis les limites et espoirs déçus, de l'autre. Ces acquis se résument en une importante documentation livresque (le livre en tant que papier), analogique et numérique. Les limites de l'Institution se perçoivent dans la difficulté qu'éprouve le Bureau à assumer la fonction de coordination du réseau continental d'organisations ayant originellement eu vocation de faire rayonner les traditions orales africaines, dans son tâtonnement à relever le défi des nouvelles technologies en sécurisant le riche patrimoine dont nous venons de faire cas, mais également dans son incapacité à s'adapter aux contingences actuelles et à opérer la mue administrative qui en résulte.

Au vu de son historique, de ses objectifs actuels et de son bilan d'activités depuis sa création jusqu'à aujourd'hui, nous dirons du CELHTO qu'il a fortement contribué et continue

à contribuer à la promotion du riche Patrimoine Culturel Africain. Les perspectives d'avenir de cette Institution sont celles qui ont déjà été définies à travers le redimensionnement et l'adaptation de ses objectifs premiers à la donne actuelle et qui constituent de vastes Programmes de revalorisation du Patrimoine Culturel Africain dont l'essence est contenue dans sa valeur immatérielle et que le Centre se met un point d'honneur à réaliser, chaque jour un peu plus.

Gomgnimbou Moustapha (CNRST, Ouagadougou) : Sources orales et recherche historique au CNRST : Bilan et perspectives.

Le CNRST héritier de l'IFAN, du CVRS, de la DGRST est la plus ancienne structure de recherche connue en Haute Volta aujourd'hui Burkina Faso. Les recherches historiques menées au sein de cette structures ont évolué suivant deux grandes périodes : la période de L'IFAN à la DGRST, puis celle du CNRST actuel. Durant ces deux grandes périodes, les sources orales ont été très sollicitées dans la recherche. Aussi est-il important après plus de cinquante ans, de faire le point de ces recherches conduites essentiellement à partir des traditions orales. Cela permettra d'apprécier dans un premier l'apport des sources orales à la recherche historique au Burkina Faso en général et au CNRST en particulier, de signaler s'il y a lieu des lacunes à combler, puis enfin, dégager des perspectives pour ces sources orales en matière de recherche historique.

Gonnin Gilbert (Université de Cocody): Traditions orales et organisation socio-politique : quelle approche des sources orales dans les sociétés dites sans Etat?

Les traditions orales constituent aujourd'hui des sources incontournables de l'histoire, en général et de celle de l'Afrique en particulier. Toutefois, leur champ d'application s'est étendu beaucoup plus aux sociétés dites à Etat qu'à celles dites sans Etat ; aussi la connaissance de celles-ci reste, pour beaucoup, encore embryonnaire.

En effet, les traditions orales, sources de l'histoire, mais aussi fruit de celle-ci, sont restées très morcelées dans ces sociétés et leur collecte plus fastidieuse de même que leur utilisation, le fil conducteur n'étant pas toujours perceptible du fait que chaque composante de la société a sa propre histoire. Aussi ces sociétés sont elles souvent restées en marge des champs d'instigation des historiens.

Ici se trouve posée la question du point d'ancrage de l'histoire et même de la définition des traditions orales : sont elles seulement orales ou aussi gestuelles et vécues ? Peut-on avoir rêvé sans avoir dormi dit-on ! quels sont les véhicules possibles de l'histoire dans ces sociétés, véhicules à rechercher sous le label de traditions orales ?

Des expériences entreprises, certaines avec des succès réels, montrent que plusieurs ongles peuvent permettre d'accéder à l'histoire de ces peuples, qu'autant leurs sociétés ont été qualifiées de segmentaires du point de vue de leur organisation sociale, autant leurs traditions le sont. La collecte de celles-ci exige par conséquent un peu plus de temps et de patience.

Guezo Anselme (UAC, Cotonou) : Tegbessou et Kpengla dans la généalogie des rois du Danxome : essai d'interprétation de deux clichés courants dans la transmission orale du récit.

Les informations que livrent les sources écrites à l'érudition de l'historien classique posent un problème relativement simple et univoque de décodage du message transmis. Telle n'est pas nécessairement la situation lorsque ce dernier se retrouve, du jour au lendemain, en présence des sources orales. En plus des qualités critiques que requiert le traitement de tout document historique les sources orales, en raison même de leur caractère évanescent, laissent une large marge à l'interprétation de l'historien. En effet, aussi bien dans sa forme que dans

son contenu le récit oral plus que le récit écrit est sujet aux motivations présentes de la société qui l'a produit et conservé.

Cette qualité de la tradition orale ressort clairement d'un examen de la liste généalogique des rois du Danxome qui arrête à douze le nombre de souverains ayant effectivement régné sur le trône d'Abomey. Cette liste qui a été probablement revue et corrigée au XIXe siècle, suivant le principe de la succession directe de père en fils, a dû subir un émondage en profondeur dont le moindre n'est pas la dénégation du seul règne féminin.

Pour atteindre l'objectif de la filiation directe le récit oral disséminé par la cour d'Abomey fut contraint d'utiliser au sujet de Tégbessou et de Kpengla, classés respectivement cinquième et sixième roi dans la version officielle de l'histoire du Danxome, deux clichés bien connus dans la confection des textes oraux : le prince parti en exil et revenu conquérir son trône et le prince miraculeusement sauvé des eaux qui finit par délivrer son peuple de l'oppression. La présente étude se propose d'interpréter ces deux clichés en relation aux événements survenus pendant les deux règnes et qui sont heureusement consignés par écrit dans les ouvrages produits par les visiteurs européens.

Hahn Hans Peter (Université de Franckfort) : La tradition orale et l'archéologie : Deux champs inégaux de l'historiographie. Quelques expériences de terrain du Nord-Togo.

Aujourd'hui, documenter des traditions orales veut dire essentiellement traiter l'histoire coloniale. Souvent, il s'agit d'une aventure politique, dont les conséquences pour le présent sont liées à des controverses. La tradition orale n'est pas seulement devenue contestable parce que les "vieux" sont disparus et parce qu'il n'y a plus des histoires à raconter, mais plutôt parce que l'on risque de recueillir des histoires qui sont politiquement inacceptables car trop perturbateur, nuisibles. Les traditions orales ne sont pas disparues, mais leur place symbolique n'est plus évidente.

Cela a été ressenti dans le cadre de la recherche pour l'institution d'un musée régional à Dapaong. Dans ce contexte, dans tous les cantons, les plus âgés ont été questionnés sur l'histoire de leurs villages. Dans les cas où le chercheur n'était pas confronté à un refus catégorique, il y n'avait que quelques informations minimales et générales. La raison pour ce résultat peu satisfaisant est la persistance des tensions, qui dominaient pendant la période coloniale de cette unité administrative et qui continuent jusqu'au présent. Néanmoins, les connaissances sont existantes. Mais elles sont considérées comme ne pas présentables, parce que il y existe cette continuité de tension et conflit jusqu'au présent

La place ainsi rendue vide, ce lieu qui représente « un passé très différent » ou « une action locale autonome », a été remplacé par d'autres champs historiques. Ainsi, dans l'exposition du musée régional l'histoire coloniale a été réduite sur les simples faits de la construction d'écoles et d'autres infrastructures et la liste des gouverneurs provinciaux. Cette place vide a été remplie par une plus grande attention à l'archéologie, qui est représentée dans la région par des microlithes. Il est douteux s'il sera possible de corriger l'opinion populaire, qui insinue une continuité entre les trouvailles de l'âge de pierre et les populations du présent. Ce qu'on apprend à travers de cette expérience, c'est que les traditions orales ne sont plus reconnues comme une représentation d'identité acceptée. Cette place est prise aujourd'hui par les documents archéologiques. Comment est-ce qu'il sera possible de réconcilier l'historiographie scientifique avec cette nouvelle perception de ce qui est l'histoire « propre » de la région ?

Hatungimana Alexandre (Université du Burundi (Département d'histoire) : La société burundaise par l'oralité.

Il n'y a pas longtemps que les traditions orales se sont imposées comme source historique. Au Burundi, elles constituent de véritables traces sur lesquelles les historiens fondent leur travail. Dans ce pays, l'écriture y est très récente et l'oralité s'est longtemps imposée. L'étude de son histoire et de sa civilisation précoloniales passe donc obligatoirement par l'utilisation des sources orales.

Celles-ci rendent compte au fait des réalités sociales vécues et qui sont restituées par les « vieux »¹. Elles permettent par exemple la reconstitution des technologies anciennes (vannerie, poterie, forge), comme elles peuvent porter sur les traditions de la royauté telles qu'elles étaient racontées à la cour. Pour la période coloniale, ces « archives vivantes » reviennent abondamment sur les expériences vécues par toute une société : mobilisation de la paysannerie autour des cultures obligatoires (le café), la violence coloniale et son évitement, les bases psychologiques et culturelles de la mentalité populaire dans une situation de révolte contre l'ordre colonial (ex. de la révolte d'Inamujandi de 1934). Les témoignages oraux éclairent aussi sur les aspects économiques et sociaux (ex. du travail du fer et de la diffusion commerciale de la houe, mais aussi sa symbolique dans les rapports sociaux au Burundi). Des enquêtes menées minutieusement sur les pratiques agricoles ou religieuses peuvent renseigner sur les visions de l'espace et du temps dans cette société agraire de la région des Grands Lacs. On comprend que missionnaires et coloniaux soient partis des enquêtes pour confectionner les premiers ouvrages sur le Burundi. Il est aussi vrai que la compréhension de l'histoire du temps présent reste, dans notre pays comme ailleurs en Afrique, tributaire des sources orales, même si nos sociétés traditionnelles s'installent progressivement dans l'écrit.

Si l'apport des sources orales à la connaissance de l'histoire nationale est indéniable, la question de leur collecte mérite attention dans un pays qui ne dispose pas de spécialistes chargés de retenir les faits du passé. On n'a pas de mémorialistes professionnels pareils aux Biru du Rwanda ou aux griots de l'Afrique de l'ouest. Dès lors, se pose le double problème de la recherche esthétique qui marque les récits oraux (au Burundi la parole ne doit pas se gaspiller, mais doit s'exprimer avec une certaine qualité) et celui de la transmission des souvenirs du passé.

Cependant, il reste encore possible d'écrire des pages d'histoire du Burundi grâce aux sources orales. Mais, cela jusque quand ? Actuellement, la place des traditions orales dans la connaissance du passé se rétrécit, et l'Afrique n'est plus un cas exotique². Mais peut-on parler déjà de la désertification du terrain de l'oralité ? Dans le cas du Burundi, Quel bilan peut-on faire en termes de production des savoirs historiques à base de l'oralité ? Que reste-t-il de la connaissance du passé ancien dans cette aire culturelle des Grands lacs, certes structurée mais à faible capacité de production et de conservation des documents oraux ? Autrement dit, comment se présente le problème des « traditions orales » au Burundi et que faire pour renouer avec la pratique des enquêtes de terrain là où c'est encore possible ?

Au-delà de toutes ces interrogations, il nous semble intéressant de dresser le bilan des décennies de recherches de terrain dans ce pays connu pour la solidité de ses traditions orales. Ce serait aussi l'occasion de réfléchir sur des perspectives de recherche et d'actions susceptibles de conjurer les aléas du temps (disparition de vieux témoins, invasion de la modernité Les critères ont certes déjà été définis incarnée par la tradition lettrée, etc.) qui menacent dangereusement ces sources.

Juhé-Beaulaton Dominique : Récits de migrations et toponymes, des sources orales pour une histoire de l'environnement (aire culturelle aja-fon).

Les récits de migrations comportent souvent des références à l'environnement et nombre de toponymes sont formés à partir de noms d'espèces végétales. L'analyse croisée de ces deux catégories de sources orales est nécessaire à toute reconstitution historique des paysages. Nous verrons que les toponymes apportent des éléments d'information plus « objectifs » car ils reposent sur des faits linguistiques identifiables, localisés et cartographiables alors que les informations issues des récits se réfèrent à une représentation plus imaginée et idéalisée de l'environnement sujet à interprétation(s). Dans cet exposé, une attention particulière sera donc accordée aux toponymes car s'ils sont souvent pris en compte par les historiens, ils font rarement l'objet d'une étude exhaustive et approfondie. Or, les noms de lieu forment un lexique mental qui reflète l'espace vécu par des communautés locales. Ils représentent des lieux d'exercice de la mémoire des hommes et de leurs activités : agriculture, cueillette, chasse, élevage, pratiques sociales... À ce titre, ils représentent un patrimoine linguistique inscrit dans l'espace, dont la dimension historique reste encore à explorer en appliquant une méthode d'analyse qui leur est spécifique et dont je présenterai les principes de base appliqués à l'ensemble des noms de lieux d'un terroir et pas seulement les noms des villages ou de leurs quartiers. Cet inventaire des « microtoponymes » doit associer des approches disciplinaires (histoire, ethnolinguistique, géographie) qui apparaissent complémentaires. Mon exposé sera donc à la fois méthodologique et prospectif.

Kabore Oger (chargé de Recherche au CNRST/INSS) :Archivage des documents audiovisuels et ntic.

Accumulés depuis des décennies, les documents audiovisuels constituent des sources de renseignements précieux sur l'histoire, la culture et tous les domaines de la vie sociale des peuples. Pris dans leur ensemble, ils représentent de par le monde à la fois le patrimoine et la mémoire de l'humanité. C'est pour cela que leur sauvegarde face aux agressions du temps et des hommes a toujours été le souci majeur des archivistes, conservateurs et autres manipulateurs des produits audiovisuels.

Aujourd'hui, avec l'avènement des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) et l'obsolescence du matériel de lecture, se posent de nombreuses difficultés (techniques, financières, juridiques) concernant le transfert par numérisation et l'exploitation de ces produits audiovisuels sur de nouveaux supports. La situation que vivent les pays pauvres du Sud, en général, et le Burkina Faso, en particulier, est très préoccupante dans ce domaine ; car des pans entiers de notre mémoire collective sont menacés de disparition.

Une des attributions du Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique du Burkina Faso est d'assurer la sauvegarde de notre patrimoine culturel qui se perd de plus en plus sous les assauts d'un modernisme incontrôlé, afin de donner une vision consciente des valeurs humaines (sociales, historiques, spirituelles) qui sont le fondement de nos sociétés traditionnelles.

Dans ce cadre, l'Institut des Sciences des Sociétés (INSS), l'un des quatre instituts du CNRST, possède un service spécialisé qui a engrangé une riche collection de documents multimédia (traditions historiques, littératures orales, musiques, etc.) dont il assure la conservation et la gestion.

De nos jours, ces documents audiovisuels soulèvent des problèmes relatifs à leur survie tout simplement. L'archivage électronique est devenu incontournable pour permettre leur utilisation à toutes fins. Mais cela exige un coût financier pour l'équipement et la formation technique du personnel chargé de ce travail.

Pour ce faire, nos institutions doivent être plus soucieuses de l'importance que revêtent les archives conservées en leur sein et consentir les sacrifices nécessaires à leur sauvegarde, quitte à recourir à leurs partenaires techniques et financiers pour avoir leur appui.

Kouame Aka (Maître de Conférences d'histoire moderne Université de Cocody) : Tradition orale et histoire en Côte d'Ivoire : Point des recherches et analyse historiographique

« La communication auditive joue un rôle majeure dans les sociétés africaines ». Ces propos de Seydou Camara expliquent le combat des historiens africains des années 1960-1970 pour donner aux sources orales toute leur place et leur valeur dans l'écriture de l'histoire de l'Afrique noire, cela participe de la réhabilitation du passé du continent. C'est donc à juste titre et sur un air triomphateur que Joseph Ki Zerbo affirme dans son Histoire générale de l'Afrique noire parue en 1978 que « ...la plupart des historiens de l'Afrique admettent maintenant la validité de la tradition ». Les africains mais aussi les européens notamment les américains. En effet, saluant la position de l'école anthropologique Américaine, dont Philip D. Curtin est un des têtes de file, à l'égard de la tradition orale, Charles Becker note que cette école vise à privilégier "les processus de développement interne », « à restituer aux peuples africains leur entière initiative historique », à promouvoir « un point de vue africain ».

La tradition orale occupe une place de choix chez les historiens universitaires ivoiriens. C'est même une des caractéristiques de l'école historique ivoirienne.

Cette étude se veut un inventaire et un constat. Quelle est l'importance des travaux historiques réalisés à partir des traditions orales ? Situer ces travaux dans l'ensemble de la production historique ivoirienne, montrer la place des traditions orales dans l'ensemble des sources utilisées et orientations historiographiques qui ressortent de ces travaux, tels sont les objectifs visés par cette communication. L'analyse se fonde exclusivement sur les recherches des historiens professionnels ivoiriens formés dans les universités françaises et sur les travaux de leurs étudiants. L'ambition est claire : montrer la part des historiens ivoiriens dans la production et la transmission des savoirs africanistes à travers leurs regards et leurs approches.

Lam Aboubacry Moussa, UCAD, Dakar : Comment la tradition orale tranche un important débat égyptologique.

Les égyptologues occidentaux et négro-africains, notamment ceux de l'école diopienne, ne sont pas d'accord sur la nature des relations entre Égyptiens anciens et Négro-africains :

1. Pour les plus extrémistes du camp occidental ; l'Égypte ancienne n'a rien à voir avec l'Afrique noire, aussi bien racialement que culturellement. Pour les moins extrémistes, l'Égypte, tout en étant culturellement africaine, ne le serait pas racialement et l'unité culturelle égypto-africaine se serait forgée au Sahara où, Égyptiens et Africains auraient vécu ensemble avant de se séparer avec la péjoration climatique.

2. Pour l'école diopienne, Égyptiens et Africains ont certes vécu ensemble au Sahara mais également dans la vallée du Nil qui serait le vrai berceau de leur unité culturelle. Évidemment pour elle les Égyptiens étaient avant tout et essentiellement des Noirs qui se sont métissés à partir du Nouvel Empire avec des éléments leucodermes, lequel métissage ne remettant pas cependant en cause leur négritude.

Ce débat que le fameux colloque du Caire de 1974 n'avait pu trancher peut aujourd'hui l'être grâce à la tradition orale. En effet les différentes traditions que nous avons pu glaner depuis de nombreuses années, permettent maintenant d'y voir plus clair en donnant des éléments objectifs pour la résolution du problème. Ces éléments donnent incontestablement raison aux tenants de l'unité culturelle et raciale égypto-africaine et confirment la thèse du peuplement de l'intérieur du continent à partir de la vallée du Nil.

Langlois Olivier (Archéologue, Chargé de recherches au CNRS, UMR 6130 (CEPAM), Nice-Sophia Antipolis) : Historiens, les archéologues sont vos frères ! L'archéologie au service de l'histoire des sociétés des piémonts orientaux des monts Mandara (Cameroun)

Depuis la publication de l'article *Historians, are archaeologists your siblings?* en 1995 par Jan Vansina, et peLes critères ont certes déjà été définis. ut-être en partie à cause d'elle, les historiens de l'Afrique se sont progressivement désintéressés des travaux de leurs « parents » archéologues (cf. les articles d'A. Stahl et d'A. Stahl et d'A. Laviolette publiés en 2009 in the *International Journal of African Historical Studies*). La désillusion des historiens de l'Afrique à l'égard de l'information apportée par l'archéologie a ainsi marqué un tournant qui ne peut être négligé si l'on veut établir un bilan de 50 ans de recherches sur les sources orales africaines. Sans pour autant occulter les difficultés, réelles, qu'il y a à associer les deux disciplines, et dans le même esprit que celui qui anima l'auteur des articles précités, nous souhaiterions convaincre les spécialistes des sources orales que l'archéologie a bel et bien des choses à leur apporter.

Dans cette perspective, nous nous intéresserons aux zones dites « refuges », et en particulier aux monts Mandara, qui s'élèvent aux confins du Nigeria et du Cameroun. Si l'on en croit les récits migratoires, cette région aurait atteint les fortes densités démographiques que nous lui connaissons aujourd'hui, suite à l'arrivée, par vagues successives, de petits groupes venus d'horizons divers, souvent depuis des plaines alentour, où ils pratiquaient différents modes de subsistance. Les sociétés actuelles, aux caractères territorial et montagnard très marqués (appropriation de la terre, agriculture intensive sur terrasses, culte voué aux ancêtres...) seraient donc les résultats de cette association relativement récente de groupes hétérogènes, pour la plupart issus des basses terres. Les monts Mandara seraient ainsi bel et bien une « zone refuge », nonobstant les critiques émises à l'égard de ce concept autrefois associé à de supposés « peuples paléo-négritiques ».

Or l'archéologie semble apporter un crédit à ce schéma de peuplement. Les prospections menées dans les monts Mandara (par N. David et son équipe) n'ont en effet révélé aucun site antérieur au XVe siècle. Même si la mise en terrasse des pentes ne favorise pas la conservation des vestiges, on peut en déduire que les montagnes n'étaient que peu peuplées jusqu'au milieu du 2nd millénaire AD. Les fouilles récentes (par N. David et S. MacEachern) des sites monumentaux dits « DGB », datés du XVe siècle, mettent par ailleurs en évidence la présence de sociétés sédentaires au nord du massif dès cette période. Le milieu du second millénaire semble ainsi marquer un changement fondamental dans l'occupation de la région. Il est tentant de mettre ce changement en relation avec les données collectées sur les piémonts orientaux du massif où la plupart des sites sondés semblent occupés, de manière quasi-continue, depuis le début du 1er millénaire AD. Tous ces sites révèlent en effet la présence plus ou moins sporadique d'une céramique dégraissée avec de la chamotte au cours du second millénaire AD. Or, à l'échelle de l'ensemble du bassin tchadien méridional, l'étude des techniques céramiques actuelles montre que ce type de dégraissant est essentiellement utilisé dans les plaines alluviales où les argiles demandent à être dégraissées. En revanche, il n'a guère d'intérêt dans la montagne où les argiles détritiques locales se suffisent à elles-mêmes. L'usage de la chamotte sur les sites de piémonts, où ce dégraissant est inutile, marque donc logiquement une implantation de groupes issus des plaines. Vu l'omniprésence des traces qui peuvent leur être attribuées, on peut même penser que les piémonts ont vu affluer un grand nombre de ces groupes, et il est probable que certains d'entre eux ont ensuite investi la montagne.

Nous voyons donc que les données archéologiques tendent à crédibiliser le schéma général de peuplement déduit des sources orales. Mais nous verrons aussi qu'il est beaucoup plus difficile d'établir des corrélations entre les données archéologiques et les sources orales au niveau de sites particuliers. Il conviendra donc de s'interroger sur les raisons qui peuvent

expliquer que, concernant les monts Mandara, les données issues de l'archéologie et des traditions orales apparaissent relativement congruentes à l'échelle régionale, mais qu'elles ne se corroborent que rarement à l'échelle locale.

Lassina Simporé (Université de Ouagadougou) : Sources orales et archéologie autour des personnages historiques au Burkina Faso. Le cas de naaba Bilgo de Nobéré (Province du Nahouri).

Avant des fouilles proprement dites, l'archéologue doit veiller à une bonne préparation de toutes les étapes du travail de l'archéologue. Dans le contexte africain où pour diverses raisons, les prospections ne se font pas toujours avec les moyens adéquats, les sources orales contribuent à révéler l'existence des sites et des vestiges.

Pour le cas de naaba Bilgo, les sources orales, dans un premier temps, nous ont fait connaître une légende (mythe ?) concernant les grandes étapes de son existence (grossesse, naissance, vie, règne, mort). Ainsi, il serait « sorti » du ventre de sa mère après une année de gestation ; prince héritier qu'il était, il aurait refusé d'hériter « tranquillement » du trône de son père pour se créer lui-même, de toutes pièces son royaume où grâce à un don d'ubiquité, il vivait dans ses champs et dans son palais distant l'un de l'autre d'une quarantaine de kilomètres. Sa mort aurait été constatée aux deux endroits à la fois et les messagers envoyés de part et d'autre pour annoncer la nouvelle se seraient transformés en blocs de rocher (granit) au moment de se communiquer l'information. Au moment de l'ensevelir dans une tombe, il se serait transformé en éléphant et aurait pris la direction de la brousse.

Pour la plupart des Moosé, il s'agit d'un mythe que l'on se raconte lors des veillées ou lorsque l'on rencontre un ressortissant de Nobéré dans le Sud du Burkina Faso. Cependant, au cours de nos enquêtes de terrain, les sources orales nous ont permis d'identifier non seulement l'emplacement de l'endroit où naaba Bilgo avait élu résidence (Nobéré) mais aussi la zone de ses champs (actuel secteur n°5 de la ville de Pô).

Au finish, les recherches autour de naaba Bilgo nous permettent de soutenir que ce personnage et les vestiges qui lui sont liés sont des éléments relevant aussi bien du patrimoine matériel qu'immatériel ; on peut également y trouver un intérêt historique et touristique certain.

Lawson-Body Georges (Université de Guadeloupe, Pointe-à-Pitre) : De l'intérêt des sources orales dans la restitution de l'histoire sociale jusque dans les aires culturelles où les sources écrites sont disponibles.

Les travaux de recherche dont je voudrais livrer quelques enseignements méthodologiques au cours de votre colloque se sont déroulés en Guadeloupe, dans les années 1980 et portaient sur l'un des espaces vivriers où l'on pouvait recenser une population paysanne, installée depuis un siècle et demi.

Comme la Martinique, la Guadeloupe est une "Vieille" colonie française devenue département d'Outre-mer disposant d'archives écrites consistantes (XVII-XXI^e siècles) et relativement bien gérées (Aix, Archives départementales de Bisdary, Gourbeyre)

L'intérêt de cette expérience :

1/ En dehors des archives (terriers, dénombremens démographiques et agricoles, état civil, minutes notariales, journaux, bulletins officiels, rapports des pouvoirs publics...) la recherche dispose depuis des décennies, de nombreux travaux (histoire, géographie, économie, biologie, agriculture, géologie, etc.) ; font défaut, les travaux d'ethnologie, de sociologie et d'histoire sociale, celle des groupes ethniques : grands et petits habitants d'origine européenne, esclaves et affranchis d'origine africaine, transplantés congos et indiens, etc... et des groupes sociaux : ouvriers agricoles, colons partiaires, paysans vivriers, artisans

de la période post-esclavagiste, etc.).

2/ Le département de la Guadeloupe relevant de l'espace politique et culturel français, tout laissait supposer que des travaux sur l'histoire économique et sociale de la paysannerie des "Grands-Fonds" devaient pouvoir s'adosser à une documentation écrite suffisante, sinon substantielle, d'autant que deux décennies plus tôt, le Professeur Guy Lasserre, dans un ouvrage qui faisait référence, avait livré un travail consistant sur la géographie et l'histoire générale de la région.

3/ Au vu des contraintes méthodologiques qu'imposait mon objet d'étude (le processus de formation de la paysannerie libre des "Grands-Fonds"), j'avais retenu de faire quelques observations de terrain... ; quelle ne fut pas ma surprise dès les toutes premières enquêtes (centrées sur la période d'installation des groupes de parenté et d'acquisition des patrimoines fonciers), quand je découvris le fossé entre les travaux disponibles et les récits des populations.

4/ Je décidai alors d'utiliser de manière systématique les sources orales (j'avais une bonne expérience des collectes ethnographiques au profit de chercheurs de l'ORSTOM alors que j'étais au lycée) que je confrontais, tant que faire ce pouvait, aux sources écrites (Dénombrements, Etats nominatifs des citoyens, Registres de l'état civil, Transcriptions des minutes notariales, Bulletins officiels, etc.)

Les enseignements tirés de cette expérience :

Aussi longtemps que la recherche voudrait restituer l'histoire, non plus seulement des institutions politiques ou économiques coloniales ou post-coloniales, mais aussi et surtout celle des sociétés humaines et des groupes ethniques, sociaux... qui les composent et les constituent, jusque dans les aires culturelles où les sources écrites sont disponibles, on gagnerait à recourir aux autres sources, notamment aux sources orales (récits généalogiques, chants des célébrations et commémorations, des funérailles..., serments et sermons des rites religieux, contes, paroles des dépositaires institutionnels de la mémoire ou de quelques personnes ressources reconnues au sein de leurs sociétés, etc.)

N'dah Didier, Adande Alexis et N'tia Roger (UAC, Cotonou) : Tradition orale et archéologie : étude comparative du site de Dikuanténi au Bénin et des sites de Panita et Rétoka en océanie, apports méthodologiques et documentaires à la connaissance.

Des investigations ont été effectuées dans la région de l'Atakora pour recueillir les sources orales, qui ont à leur tour ont permis d'identifier des sites archéologiques ayant appartenus aux ancêtres des populations actuelles. Un des sites localisés, le site de Dikuanténi, a été fouillé et daté. Son occupation remonte au XIIIe- XIVE siècle. Cette datation permet de proposer de nouvelles hypothèses sur le peuplement historique de la région.

Les recherches du Professeur José Garanger dans le centre des Nouvelles-Hébrides, à Efate et aux îles shepherd lui ont permis de se baser sur la tradition orale pour mener des investigations archéologiques sur les sites de Panita et de Rétoka datés entre le XIIIe et le XVe siècle. Ses travaux ont permis d'apporter de nouvelles données sur l'occupation de la région.

Tous les sites fouillés dans le cadre de ces études sont sacrés et relèvent donc du domaine du religieux. Le but de cette communication est, de faire une étude comparative des investigations pour montrer les apports méthodologiques et documentaires qu'elles fournissent à la connaissance de l'histoire, et de proposer de nouvelles stratégies d'étude dans le domaine du sacré.

Kibora Ludovic O. (INSS/CNRST, Ouagadougou) : L'anthroponyme et le conte comme source de l'histoire des Kasena.

Le groupe socio-culturel Kasena vit de part et d'autre de la frontière sud-est du Burkina Faso et le Nord du Ghana. Il a longtemps été classé dans les documents historiques et ethnographiques produits depuis la période coloniale, parmi les sociétés dites « sans Etat » voire « acéphales » (Binger, 1891 ; Tauxier, 1912, etc.). L'organisation socio-politique particulière des Kasena, avec une forte prépondérance de sociétés segmentaires de type lignager, n'a fait l'objet d'études et recherches historiques et anthropologiques globales qu'assez récemment (Libersky 1991 ; Kibora, 1995 ; Gomgnimbou, 2004). L'ensemble de ces monographies ont été produites sur la base de longs travaux de terrain avec une exploitation conséquente de sources orales. Les Kasena n'ayant pas développé une forme particulière d'écriture, les supports de conservation des faits du passé sont, en plus des lieux physiques de mémoire, les genres de l'oralité. En effet, la société kasena dispose d'une tradition orale très riche dans laquelle l'on retrouve tous les genres de la littérature orale. Dans cette société où il n'existe pas de groupe constitué de « gens de la parole » comme on le constate dans certaines sociétés à caste, les genres oraux sont les lieux d'expression de l'histoire des populations villages. De façon empirique nous constatons que l'anthroponyme et le conte sont des genres très populaires. Le premier, en tant que dénomination attribuée aux individus dans la société, est à l'usage de la communauté toute entière. Le second est un genre qui s'exprime dans des cadres de regroupements de plusieurs membres de la communauté. Notre recherche porte sur la communauté villageoise de Kaya-Navio qui est constituée d'environ 7 000 âmes, localisée dans la province du Nahouri au sud-est du Burkina Faso. L'anthroponyme chez les Kasena a une importance culturelle parce qu'il est non seulement élément d'identification de l'individu, mais en plus représentation de réalités rituelles, historiques et sociales. Dans un contexte social où l'adoption du système « nom prénom » est encore parcellaire, le nom a toujours une signification profonde. C'est pourquoi il peut permettre de déterminer des événements socio-historiques qui ont eu cours dans la société. Le conte en tant que genre de l'oralité, a dans cette société où il n'existe pas de griot, une double fonction ludique et didactique. A ce titre, il charrie les événements de la vie. Etant à la portée de chaque membre de la communauté, il est enrichi au fil du temps des événements de la vie du village. Notre choix porte sur ces deux genres qui sont très vivants dans la communauté kasena de Kaya parce qu'assez dynamiques dans leur réadaptation à l'évolution de la société. Sur la base de résultats de nos recherches menées dans cette zone depuis la seconde moitié des années 80, nous allons montrer comment il est possible d'exploiter ces genres de l'oralité comme sources possibles d'historicité.

Ouattara Tiona : Sources orales et chronologie : les facteurs limitants des listes généalogiques dans la reconstruction de l'histoire des Sénoufo de Côte d'Ivoire

Peut-on élaborer une chronologie à partir des sources orales ? La question n'est plus d'actualité depuis que certains historiens africanistes, notamment Yves Person, en ont donné une réponse affirmative scientifique à l'issue d'un débat resté dans les annales de l'histoire africaine. Il n'est donc pas question de revenir ici sur cette controverse.

Notre communication apporte tout simplement des éléments nouveaux pour l'établissement d'une chronologie par le moyen des sources orales. En effet, après plus de trente ans de recherches sur le monde sénoufo de la Côte d'Ivoire, nous nous sommes aperçu que les listes généalogiques de parenté et les listes de succession ne sont pas les seules voies par lesquelles on peut obtenir une chronologie relative. Les institutions initiatiques, entres autres éléments nouveaux, apparaissent être un moyen essentiel d'autant plus qu'elles permettent d'éviter au maximum le recours à une moyenne de règne relative aux systèmes d'organisations familiales des sociétés africaines.

Ces éléments nouveaux ne sont pas l'objectif unique de la communication. Celle-ci montre aussi les difficultés, parfois insurmontables, qui se dressent sur la voie de l'élaboration d'une chronologie à partir des sources orales des Sénoufo de Côte d'Ivoire. Les appellations de parenté et les omissions volontaires (*ablatis memoriae*) fréquentes sont des obstacles redoutables.

Dès lors, les sources orales sont-elles condamnées à ne proposer que des chronologies relatives, voire approximatives ? De quelle méthode le chercheur peut-il disposer pour éviter ces écueils ?

Luc Pecquet (CEMAf, France) : Du rite à l'histoire ? A propos de quelques actes et récits fondateurs lyela (Burkina Faso)

Du rite à l'histoire, et réciproquement ? On se propose, à partir d'un même objet, d'interroger les va-et-vient entre « fait rituel » et « fait historique ». Pour appréhender comment ces catégories s'entremêlent, nous croiserons deux approches : l'une redevable, peut-on dire, de l'anthropologie religieuse, et cela à partir de nos travaux d'ethnologue du pays lyela (Burkina Faso) ; l'autre, historique, développée par Bayili (1983) sur cette même société. « L'objet » central à cette superposition de lectures, ce sont des récits où il est dit comment, d'une brousse pensée vierge, l'ancêtre de l'actuel « maître de la terre » (autorité suprême du village) en fit un territoire.

Ces récits, uniques par village (entité politique la plus vaste avant la colonisation), précisent les pérégrinations de l'ancêtre, les lieux où il a séjourné avant de jeter son dévolu là, et retracent l'origine du village : sa création. Selon qu'il appréhende l'histoire du peuplement ou qu'il analyse l'exercice du pouvoir (sa légitimité, ses attributs symboliques), Bayili les dénomme « traditions de migrations » ou « récits de fondation ».

Si les cheminements que précisent les récits sont propres à chaque village, du point de vue de la fondation, en revanche, ils sont stéréotypés : ils offrent une trame similaire, et usent à peu près des mêmes « ingrédients ». Sous cet angle, ce sont des « mythes fondateurs ». A la question de savoir en quoi ils sont (ou non) des modèles s'en ajoutent d'autres, qui invitent à les traiter comme « objets rituels » : en quoi, par exemple, ces récits font-ils « fondation » ou qu'est-ce qui, de ces récits, vaut comme actes fondateurs (*i.e.* rituels) ?

Du point de vue anthropologique, leur double qualité — en référer au peuplement et à la fondation — trouve son unité si l'on considère que ce qu'ils mettent en jeu, pour l'essentiel, ce sont des rapports à l'espace (ou : au territoire). Et c'est précisément à deux échelles spatiales bien différentes que nous transposerons la teneur de ces récits : 1) l'unité de regroupement des habitations, ou « maison » ; 2) le pays habité par les Lyela, ou Lyolo.

A l'analyse, la fondation d'une nouvelle maison et celle d'un village reposent sur un même schème, et par surcroît l'étude du procès de construction d'une nouvelle maison livre les clés pour interpréter les récits évoqués : la fondation de village fournirait donc le modèle de celle de plus petites unités spatiales. Inversement, et c'est beaucoup plus troublant, nombre de faits invitent à poser l'hypothèse que ce schème, dans toute sa complexité, se retrouve aussi au niveau du peuplement du Lyolo dans son ensemble ; beaucoup plus troublant, en effet, puisque cela interroge frontalement nos connaissances eu égard, par exemple, à l'image de sociétés lignagères sans autorité centralisée et repliées sur leur territoire villageois.

Perrot Claude-Hélène : Religions dites « traditionnelles » et histoire

On ne peut se refuser à l'évidence : par comparaison avec la situation des années 1960, et même si le constat souffre quelques notables exceptions, les sources orales ont tendance en Afrique subsaharienne à s'épuiser. Il importe donc de porter les regards sur un terrain jusqu'ici plus fréquenté par les ethnologues que les historiens en dépit de sa richesse

potentielle : celui des religions dites « traditionnelles » à défaut d'autres désignations telles que « religions du terroir » ou « ancestrales », voire animismes etc.).

Loin de se reproduire quasiment à l'identique de génération en génération comme on l'a trop souvent dit, on les voit répondre, à plus ou moins longue échéance, aux changements qui modifient les conditions de vie de leurs adeptes, leurs moyens de subsistance, voire leur mode d'organisation politique.

Deux exemples illustrent leur plasticité, celui de Tongnaab (Jean ALLMAN & John PARKER, 2005) dont le sanctuaire est implanté en pays tallensi, dans les savanes du nord du Ghana, et qui, diffusé dans le sud-forestier, notamment par de riches planteurs de cacaoyers, a pris le nom akan de Nana Tongo. Dans le cas de Nyigbin Komla (ETOU K., 2006), déité commune dès leur implantation sur leur territoire actuel aux Anlo du Ghana et aux Bè-Togo du Togo, il ne s'agit pas d'une exportation, mais de l'évolution « sur place » d'un culte dans des directions divergentes, épousant les changements que l'histoire impose à la société : chez les Anlo, en butte aux offensives de leurs voisins asante, Nyigblin est un dieu masculin et guerrier, et chez les Bè-Togo, voués à la pêche, Nyigblin, garant de la paix, il prend l'apparence d'une femme.

Après l'historicité de ces religions, ainsi mise en évidence, je passerai dans une deuxième partie, nourrie par mes propres observations faites chez les Akan de Côte d'Ivoire, à leurs différents apports à la connaissance de l'histoire, non sans les soumettre à analyse critique.

Salo Samuel P. (Maître-assistant d'Histoire, Université de Ouagadougou) : La chanson populaire source de l'histoire coloniale au Moogo (Burkina Faso)

La chanson populaire comme l'indique le qualificatif est très présente dans la société *moaga* tout comme dans les autres avec des variantes (divertissement, rite, travail, guerre, etc.). Recueillie en milieu rural *moaga* dans plusieurs villages, la chanson populaire chez les Moose du Burkina Faso constituent une abondante source pour la connaissance de la période coloniale. En effet, par le divertissement, la plaisanterie, l'allusion, la raillerie, la plainte, elle met à nu la contrainte coloniale (travail forcé, portage, impôt de capitation, corvée, recrutement, réquisition, prestation). Cependant, bien que la période coloniale soit relativement récente, un certain nombre de problèmes se pose quant à l'identification des auteurs de la chanson, la conservation, l'altération de la mélodie sans fixation sur une portée musicale, l'interprétation d'une génération à l'autre avec ses variantes et ses déformations multiples préjudiciables à la mélodie et au discours chanté.

Bernard Salvaing (Université de Nantes - CRHIA), Mamadou Diallo (chercheur indépendant, Genève) : Sources orales et Fouta Djallon - mémoires, écrits et discours politiques.

Cette communication a pour but de montrer les spécificités de la recherche historique que l'on peut mener aujourd'hui sur le Fouta Djallon en matière de sources orales.

On insistera d'abord sur le fait que l'histoire n'intéresse la culture « traditionnelle » du Fouta que dans la mesure où elle est mise au service du projet religieux et politique lié à l'installation de l'Etat théocratique du Fouta Djallon. L'histoire officielle est donc uniquement l'histoire de l'islamisation du Fouta Djallon et celle des rapports entre pouvoir politique et pouvoir religieux, qu'elle soit appréhendée à travers le regard de la couche lettrée, ou celui des « griots » (les Farba) liés au pouvoir politique.

Une autre particularité est la présence d'interférences constantes entre le domaine de l'écrit et celui de l'oralité, aussi bien chez les lettrés que chez les *jeli*. L'historien a intérêt dans ces conditions à mener de façon conjointe l'étude des documents écrits et les enquêtes de terrain, auprès des détenteurs de ces documents, voire des descendants de ceux qui les ont

rédigés.

La communication étudie ensuite le fonctionnement de la Mémoire historique, les interférences entre celle-ci et les enjeux idéologiques et politiques plus récents, à partir de quelques thèmes précis.

Enfin, on s'interroge sur la manière de faire de l'histoire aujourd'hui, dans une période où comme partout ailleurs la société et le contenu de la culture se transforment rapidement. Il apparaît plus que jamais nécessaire de diversifier les sources, en conjuguant le recours aux sources orales avec une interrogation plus systématique des sources écrites locales, en complétant la documentation issue de la couche dominante par le recours à l'interprétation des dominés, et enfin en recourant à de nouveaux types d'approches et de sources.

Sedego Vincent (CNRST/INSS) : Cinquante ans d'histoire du Wubr-tênga et du Namend-tênga à travers les sources orales : état des lieux et perspectives.

Au Burkina Faso, les Moose qui constituent le groupe dominant, ont créé entre le XIV^{ème} et le XIX^{ème} siècle, une fédération d'une vingtaine d'Etats interdépendants, unis par la parenté, les us et coutumes, avec une structuration sociopolitique et administrative similaire. Du fait de son importance, cette fédération apparaissait comme l'une des formations les plus structurées et les plus imposantes d'Afrique de l'Ouest dont l'histoire méritait d'être connue.

Commencé essentiellement avec les explorateurs européens au XIX^{ème} siècle, les missionnaires et les administrateurs coloniaux, l'écriture de l'histoire des Moose, comme celle d'autres peuples, est passée des œuvres des « amateurs » à celles des historiens professionnels, où la tradition orale a constitué une source privilégiée dans la collecte des données. Ainsi, de l'indépendance du pays à nos jours, d'importantes études ont été menées et des écrits élaborés à partir de l'exploitation des sources orales.

Il s'agit alors de savoir si à travers cette production littéraire et scientifique, les Moose sont suffisamment étudiés et connus. Tous les royaumes le sont-ils à un même degré ? Tous les champs de la recherche historique ont-ils été explorés ?

Pour répondre à ces questions, nous avons identifié deux royaumes, l'un central et à statut supérieur, le royaume du Wubr-tênga, et l'autre excentré et à statut inférieur, le Namend-tênga. L'état des lieux de la recherche historique dans ces deux royaumes différents permettra de montrer le rôle de la tradition orale dans les perspectives pour une poursuite en vue d'un développement des recherches sur les Moose.

Senou Azontowou (Université de Lomé, Togo) : Les sources orales dans la reconstitution de l'histoire du pays ouatchi dans l'aire culturelle ajatado du XVIII^{ème} siècle à nos jours.

Le village de Tokpli, situé dans le Sud-est du Togo, est limité au Sud par les villages d'Akladjénou et d'Agomé-Glozou, au Nord par les villages de Gboto, à l'Ouest par Sika-Kondji, et à l'Est par le fleuve Mono.

Tokpli est un village arc-en-ciel avec un peuplement venu d'horizons divers. Les Ouatchi, population de souche, sont majoritaires. En dehors des Ouatchi, on a les Guin, les Adja, les Fon, les Sahwe.

Depuis l'époque précoloniale, Tokpli a joué un grand rôle dans l'histoire des Ouatchi. Situé au bord du Mono, c'est le premier grand marché des Esclaves où ces derniers sont convoyés directement par voie fluviale à partir du Mono vers la côte.

Après la traite négrière, Tokpli a connu la colonisation. Les premiers colonisateurs allemands ont fait de Tokpli la première métropole du pays ouatchi dont les occupants ont été leurs premiers collaborateurs. La grande proximité de Tokpli avec le Dahomey (colonie

française), a poussé les Allemands par peur, à déplacer cette métropole vers Tabligbo, situé plus au centre.

Le sol de Tokpli est très fertile et fait réussir presque tous les produits agricoles. En dehors de son sol, le sous-sol de Tokpli est riche en calcaire. Cette opportunité va permettre aux Allemands d'installer leur première usine à chaux et élaborer un projet de chemin de fer. Mais le départ précipité des Allemands au Togo en Août 1914, a fait avorter ce projet .

Tokpli continue à détenir la clé de la politique du Sud-est du Togo. C'est à Tokpli que les premières écoles du pays ouatchi ont été créées et les premiers élites formés. C'est le village de Tokpli qui va offrir le premier député au pays ouatchi.

Mais malheureusement, ce village est oublié et il y a eu très peu ou pas d'écrits sur lui.

La question que nous nous posons est de savoir :

Avec la mort de plusieurs informateurs, peut-on recueillir encore de traditions crédibles pour la reconstitution de l'histoire de ce village ?

En dehors de cette question principale, d'autres questions subsidiaires peuvent être posées :

Il y a plus Les critères ont certes déjà été définis. de quatre ethnies qui se partagent le terroir de Tokpli. Le métissage très poussé de ce village peut-il permettre la reconstitution facile de son histoire ?

Tokpli a joué un grand rôle sur le plan politique dans l'histoire des Ouatchi du Sud-est. Pourquoi Tokpli peut-il être qualifié de village-pilote dans l'histoire des Ouatchi du XVIII^è siècle à nos jours ?

C'est autour de ces différents questionnements que nous allons bâtir notre développement.

Seydou Camara (Institut des Sciences Humaines, Bamako, Mali) Traditions historiques et naissance d'une formation politique :l'exemple de Kaaba au Manden.

Le Manden est une région d'anciennes traditions historiques qui s'étend au sud-ouest du Mali et se prolonge en Guinée. Ici, les traditions orales sont abondantes, riches, variées, et

réputées pour la rigueur de leurs conditions de conservation et de transmission. Elles sont censées être immuables dans leur contenu et considérées comme solides. De nombreuses recherches y ont été effectuées sur l'histoire et la civilisation des Malinké.

Situé à 6 Km au sud-ouest de Kangaba (capitale d'un ancien Etat politiquement structuré), le petit village de Kéla se distingue dans le pays par la célébrité de l'enseignement oral qui y est dispensé par les griots Diabaté, groupe de spécialistes dont la suprématie sur les autres griots ne souffre d'aucune contestation. Ils sont très versés dans l'art de la parole et fort redoutés.

Cette école historique connaît une grande affluence de griots, d'étudiants, de touristes et de chercheurs ; mais pour combien de temps encore, face aux pressions multiformes du monde actuel ?

Les traditions autour desquelles la communauté des griots de cette bourgade est organisée, constituent un long récit épique qui relate l'épopée mandingue et l'histoire de la chefferie politique qu'a connue la région de Kangaba vers la fin de l'empire du Mali avec Bemba Kanda Keyita et ses descendants.

Ce récit communément appelé « tariki »(chronique) attire des foules lors de la grande cérémonie septennale de réfection de la toiture du Kamabolon (case sacrée de Kangaba) qui a

été instituée pour rappeler périodiquement les fastes de l'empire du Mali; il revêt une apparence orale ; mais en fait, il aurait été consigné par écrit depuis fort longtemps. Les documents issus de sa transcription, apparemment immuables dans leur contenu, seraient toujours précieusement conservés par le chef des griots, et dans le plus grand secret. Ils sont donc hors de portée des chercheurs habitués à manipuler les ouvrages. Le récit qu'ils renferment n'est énoncé qu'à quelques rares occasions et il est strictement interdit de l'enregistrer, sauf sur autorisation exceptionnelle des Keyita de Kangaba (groupe dirigeant, héritier d'une ancienne structure politique) comme ce fut le cas en 1979 par notre équipe, pour le compte de la Fondation SCOA. Dans le système, les deux modes d'expression (oralité et écriture) sont utilisés. De façon générale l'écriture est reconnue et privilégiée dans cette société, mais dans l'enseignement de Kéla, elle reste cachée. L'oralité est publiquement mise en avant. C'est dire, que face au mystère de l'écrit, les griots ont gardé à l'oralité tout son caractère vivant et solennel dans la transmission de l'histoire.

Kéla constitue donc, à nos yeux, un véritable « glacié » qui a su résister, jusque là, aux assauts du temps. Ce village connaît, depuis les temps anciens, une grande affluence de griots (nationaux et étrangers) qui viennent s'y former. Jusqu'à un passé récent, au Manden, la formation d'un griot n'était jamais complète si celui-ci n'était pas passé à Kéla qui lui délivrait en quelque sorte le dernier diplôme. Le Kamabolon dont la cérémonie de réfection est l'élément central autour duquel tourne le système est, de plus en plus, combattu par l'islam wahabite aujourd'hui dominant au Manden. Ainsi donc, de sérieuses menaces pèsent sur le « Kamabolonti »(réfection du toit du Kamabolon), cette cérémonie majeure qui, de nos jours, dépasse en ampleur toutes les autres cérémonies du Manden.

Dans la présente communication, nous nous proposons de présenter le bilan des recherches sur l'ensemble du territoire du Manden, tout en mettant un accent particulier sur la région de Kangaba, une aire géographique nettement privilégiée qui renferme la célèbre école de Kéla. Il s'agira surtout de montrer comment la tradition de Kéla est passée de l'oralité à l'écriture et a évolué et de faire le point de la situation de son enseignement. La communication s'attachera par ailleurs à analyser la naissance de la principauté de Kaaba à travers les généalogies et les listes de rois fournis par le récit de Kéla, ainsi que les classes d'âge, pilier central du fonctionnement de la société mandingue et de la cérémonie liée à la Case sacrée de Kangaba. Il s'agira, enfin, de mesurer les risques qui pèsent aujourd'hui sur cet enseignement traditionnel de Kéla qui tente désespérément de résister aux pressions multiformes du monde actuel. Des perspectives seront également dégagées pour les recherches à venir dans cette région.

Sissao Alain J. (INSS/CNRST, Ouagadougou) : Pertinence et limites des recherches en littérature orales africaines : état des lieux et perspectives.

Depuis la parution du livre de Jean Vansina, *De la tradition orale. Essai de méthode historique* (1961), les recherches en traditions orales et sur les littératures orales en Afrique ont connu un certain regain. Cet anthropologue belge, a dégagé une méthodologie issue de sa pratique du terrain montrant les valeurs historiques et littéraires scientifiques. La méthodologie esquissée par Vansina sera poursuivie au niveau de l'étude des littératures orales par d'autres pionniers comme Calame Griaule, Germaine Dieterlen, Youssouf Tata Cissé, Dominique Zahan pour ne citer que ceux là. Les travaux de Calame Griaule sur les traditions orales dogons ont ainsi permis de révéler que l'Afrique avait non seulement une histoire mais aussi des trésors culturels oraux qui sont finalement des socles d'une véritable littérature. Désormais, on a accepté avec Ngijol que le terme littérature orale puisse être consacré depuis qu'on a reconnu les valeurs des expressions littéraires africaines. Des études ont pu être réalisées sur les proverbes, les contes, les devises, les légendes, les mythes africains.

Nous essayerons de faire le point sur toutes ces tendances méthodologiques de recherches en littérature orale africaine en prenant le soin de montrer l'apport de chaque méthode, leur pertinence et leurs limites. Nous montrerons aussi les formes d'inspiration de la littérature écrite africaine à la littérature orale africaine.

Mots clés : littérature orale, méthodologie, état des lieux, perspectives.

Tanai Abdoulaye (Université de Lomé) : l'unanimité du mythe de descente du ciel en pays kabiye

Texte reçu **Résumé attendu**

Tcham Koffi Badjow Université de Lomé: La toponymie comme source de l'histoire, quelle crédibilité? : Cas du bassin de l'Oti"

Face au caractère mouvant et incertain des sources orales (en raison de la disparition de leurs détenteurs et des manipulations dont elles sont l'objet de nos jours), certaines sources qu'on peut considérer comme figées, paraissent jusque là beaucoup plus fiables à l'historien. Exemple des anthroponymes, ethnonymes et surtout toponymes.

Malheureusement, cela ne semble plus évident. Ainsi, dans l'aire Ajatado, il était jusqu'ici admis que les Ewé dans leur migration avaient transité par Ketu, Tado avant de s'établir à Notsé.

De nos jours, les traditions de Notsé, n'admettent plus cet état des choses. En effet, les traditionnistes disent que les Ewé auraient "enjambé" Tado c'est à dire qu'ils auraient passé par dessus Tado et donc n'y auraient pas séjourné.

En réalité, il s'agit de réfuter toute idée de parenté avec les gens de Tado. Cette manipulation de l'histoire nous interpelle. Qu'en est-il ailleurs? Peut-on continuer à considérer les toponymes comme sources figées de l'histoire. L'historien peut-il y avoir recours comme sources fiables? Quelle méthodologie? Cas du Bassin de l'Oti.

Tchassim-Samboe Kouhoukalo, Université de Lomé : De l'approche historico-littéraire ou la problématique d'une source ignorée.

Texte reçu **Résumé attendu**

Tidjigouna Lucie : Tradition orale et archéologie comme sources de l'histoire africaine : le cas des Batammariba du Nord-Togo.

Texte reçu **Résumé attendu**

Tossou Rogatien M. (UAC, Cotonou): Espace et pouvoir politique dans les aires culturelles au Bénin : le cas des Yoruba-Nago »; TOSSOU Rogatien

L'espace qu'occupe aujourd'hui le Bénin actuel était habité à une époque très ancienne. A ce peuplement ancien sont venus, sous la pression de plusieurs facteurs, s'ajouter avant la colonisation, les peuples qui proviennent dans l'ensemble des Etats côtiers du Nigéria, du Ghana, du Togo et, des sociétés Mandingue et Songhaï du Sahel.

Ces peuples se regroupent en trois grandes aires culturelles à savoir : les aires culturelles Adja-Fon, Yoruba-Nago et Baatombu. A côté de ces dernières existent des sociétés sans Etat.

Les peuples de l'aire culturelle Yoruba-Nago proviennent des royaumes d'Ilé-Ifè ou d'Oyo au Nigéria. Les raisons économiques, les querelles de succession au trône, et la recherche de lieu de sécurité les amènent à, inégalement, se répartir sur l'ensemble du territoire du Bénin.

Cette aire culturelle se compose des peuples Yoruba, Nago, Holli, Idaasha, Shabè, Ifè, Itcha et Mokolé. Ils appartiennent tous au groupe ethnique Yoruba et apparentés. Ils ont mis en place des systèmes socio-politiques - les sociétés à Etat - avant l'institution et l'imposition au début du XX^e siècle des structures politico-administratives coloniales françaises.

Qui sont ces peuples et quel est l'espace qu'ils occupent? Quel est leur poids démographique au plan national, départemental et communal au Bénin? Quels sont les royaumes créés par ces peuples? Comment gèrent-ils le pouvoir politique?

Michel Videgla (Département d'Histoire et d'Archéologie, FLASH Université d'Abomey-Calavi, Bénin): Ouèssè-Towonou : un îlot d'esclaves mahi en milieu hwéda dans le Bas-Bénin.

Parmi les nombreuses raisons qu'on trouve à l'origine des migrations des peuples ou groupes socioculturels en Afrique, celle concernant le déplacement d'un groupe de Mahi (centre du Bénin) venu s'installer dans le Bas-Bénin semble un peu particulière. En effet, à la suite d'une campagne militaire du royaume du Danhomè contre Ouèssè-Sogoudo, dans la banlieue de Savalou, les prisonniers de guerre acheminés vers Ouidah sur la côte pour être vendus aux trafiquants d'esclaves européens n'avaient pu arriver jusqu'à destination du fait de la présence en rade de la croisière britannique, les représentants de la cour d'Abomey choisirent de les cacher dans un endroit boisé en terre hwéda, non loin de Savi.

Ces esclaves qui ne pouvaient plus jamais être embarqués, devaient désormais travailler pour se nourrir et fournir la cour royale en vivres; ils devaient aussi perpétuer leur culture. Emancipés dans le cadre de la conquête du Danhomè par la France, ils se considéraient comme propriétaires des terres qu'ils occupaient depuis des années. Dans leur nouvelle "patrie", ils ont conservé des liens avec leur région d'origine. Les documents écrits concernant directement la question étant quasiment inexistant, la rédaction du présent article repose essentiellement sur les sources orales.

Mots clés : Ouèssè, Danhomè, Ouidah, conquête, esclaves mahi, culture.

Wassouni François (Institut Supérieur du Sahel, Université de Maroua, Cameroun) : Crise des sources orales et défis de l'écriture de l'histoire au Cameroun.

S'il est un continent qui a souffert de tant de maux, c'est bien l'Afrique: : traite négrière, impérialisme, colonisation, néocolonialisme, etc. En dehors de ces atrocités, le continent noir a vécu d'une autre injustice grave, à savoir le refus de reconnaître son historicité, l'histoire étant alors réservée aux nations et peuples civilisés. Cette vision européocentriste a fait école et pendant longtemps, parler de l'histoire en Afrique relevait de l'utopie et si oui l'histoire des Européens en Afrique. Il a fallu de rudes combats de la part des intellectuels africains et certains africanistes pour que l'Afrique ait droit de cité au rang de terre d'histoire. Le fait qu'elle n'ait pas écriture étant alors très vite pris comme prétexte pour nier l'historicité du vieux continent. Avec des arguments solides, il fut démontré que ce continent avait une forte tradition orale, laquelle associée aux autres matériaux pouvait permettre de reconstituer son glorieux passé d'autant plus qu'elle est le berceau de l'humanité. depuis lors, d'importants travaux basés sur les sources orales ont permis d'écrire avec bonhuer et pertinence l'histoire de bien de peuples d'Afrique noire. Ces sources orales entrèrent dès lors au rang des matériaux susceptibles de reconstituer le passé d'un peuple au même titre que les sources écrites. Mais de la reconnaissance des sources orales dans la production historique à nos jours, beaucoup de temps a passé et beaucoup a été fait dans l'écriture de l'histoire du continent. Cependant, il serait prétentieux de dire que l'écriture de l'histoire de l'Afrique est un chantier terminé et sans embûches. Bien au contraire, les sources orales qui sont au coeur de cette production intellectuelle n'ont pas toujours permis d'atteindre les objectifs escomptés, d'où leurs limites. Aujourd'hui, il faut même dire que les sources orales traversent un crise notable, laquelle crise perturbe l'écriture de l'histoire du continent. Il s'avère dès lors important dans le cadre de ce colloque sur les sources orales de s'interroger sur la crise qu'elles traversent en se posant la question de savoir comment se manifeste-t-elle? Quel est son impact sur la production du savoir historique? Face à cette crise, quels sont les défis auxquels l'écriture de l'histoire fait face? Le cadre de l'analyse de cette proposition est circonscrit au Cameroun.